

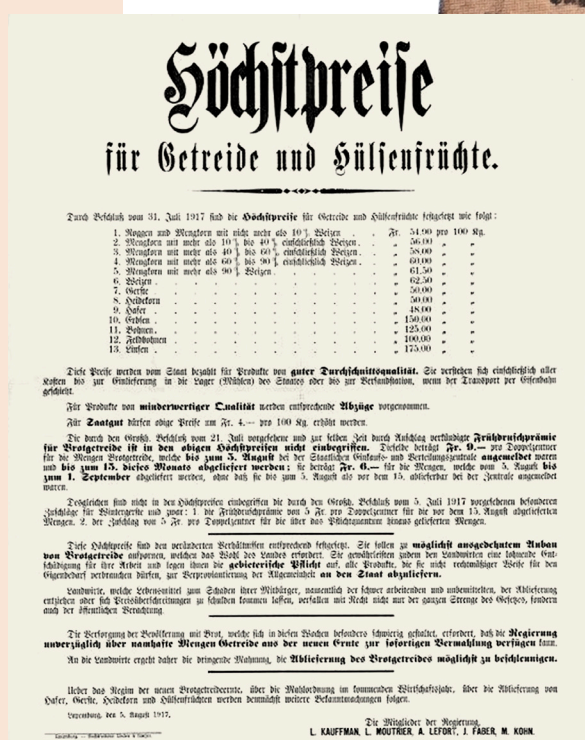
La disette au Luxembourg durant la Première Guerre mondiale

Texte: Serge Hoffmann

L'occupation du Grand-Duché par l'Allemagne impériale de 1914 à 1918 et son appartenance au « Zollverein » (1842-1918) sont à l'origine de la disette dont la population civile aura à souffrir pendant les quatre années que dure le conflit. Les puissances alliées estiment en effet qu'il incombe à l'Allemagne d'assurer le ravitaillement de la population civile luxembourgeoise. Or, l'Allemagne est soumise à un blocus économique instauré par la Grande-Bretagne qui s'oppose aussi à l'approvisionnement du Luxembourg auprès de pays neutres.



© Archives de la Ville de Luxembourg



Source: Catalogue de l'exposition „Lëtzebuerg am Däitschen Zollveräin“ (1842-1918) (ill. Vic Fischbach)


STADT LUXEMBURG

BROTKARTE.

N^o 2240 Bezirk V

Nam u Vorname des Haushaltungsvorstandes: Lingblut Joseph

Strasse 4 Brückerring

Anzahl der Familienangehörigen: 3

Gesamttagesration { Brot 900 gr.
oder
Mehl 720 gr.

Die Brotkarte ist sorgfältig aufzubewahren.
Bei der Erneuerung der Gutscheine ist dieselbe vorzulegen.

Die Stadtverwaltung.

Weltkrieg 1914-1918
 Daten der Erneuerung der
 Brotkartenabschnitte

<u>7.10.15</u>	<u>9.2.16</u>	<u>18.6.16</u>
<u>25.10.15</u>	<u>22.2.16</u>	<u>27.6.16</u>
<u>6.11.15</u>	<u>9.3.16</u>	<u>11.7.16</u>
<u>19.11.15</u>	<u>21.3.16</u>	<u>25.7.16</u>
<u>2.12.15</u>	<u>4.4.16</u>	
<u>16.12.15</u>	<u>19.4.16</u>	
<u>29.12.15</u>	<u>2.8.16</u>	
<u>12.1.16</u>	<u>16.5.16</u>	
<u>26.1.16</u>	<u>30.8.16</u>	

© Archives de la Ville de Luxembourg

Le gouvernement luxembourgeois, resté en place mais sous la tutelle de l'envahisseur allemand, va se trouver dans une situation économique et diplomatique embarrassante: D'un côté le pays conserve ses institutions et entend garder des liens amicaux avec ses anciens alliés (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, Suisse ...); d'un autre côté il est obligé de collaborer avec l'Allemagne impériale tant sur le plan politique qu'économique. Bien que le Grand-Duché ait des stocks de vivres suffisants au début des hostilités pour subvenir aux besoins de sa population, ses réserves ne cessent de fondre au fur et à mesure que la guerre se prolonge. En effet les importations en provenance des pays étrangers se font non seulement de plus en plus rares, mais aussi les soldats allemands vivent-ils aux dépens de l'habitant malgré les protestations officielles du gouvernement luxembourgeois auprès des autorités allemandes¹.

Le gouvernement luxembourgeois, qui entend maintenir le pays comme Etat libre

et indépendant, se croit donc en droit d'acheter des vivres «auprès d'un autre pays neutre et ce n'est qu'au dernier moment que nous voudrions tendre la main au belligérant qui a violé les droits du Grand-Duché»².

Les problèmes de ravitaillement et les négociations avec les pays neutres

La diminution de la production céréalière et les mauvaises récoltes de pommes de terre durant la guerre obligent le gouvernement luxembourgeois d'entamer, dès le début des hostilités, des négociations difficiles avec les pays neutres en vue de d'obtenir des convois de vivres. Dès le mois d'octobre 1914 des pourparlers s'engagent avec les Pays-Bas: des marchandises achetées sur le marché mondial (notamment aux Etats-Unis) devaient transiter par les Pays-Bas et l'Allemagne avant d'être livrées au Luxembourg. Les négociations échouent à cause de l'opposition de la Grande-Bretagne qui ➤

craint que les stocks de vivres destinés au Luxembourg ne soient confisqués au profit de l'Allemagne.

Quelques mois plus tard, en mars 1915, le gouvernement luxembourgeois s'adresse à la Suisse pour obtenir l'envoi de vivres à destination de sa population affamée. Après de longues discussions, l'Allemagne et la France donnent finalement leur accord pour faire passer quelques trains de farine par des ports français à destination du Luxembourg.

Toutefois, le problème du ravitaillement est encore aggravé par la mauvaise récolte de 1915. Dès août 1915 le gouvernement luxembourgeois s'adresse à la Roumanie afin d'obtenir la livraison de céréales. Cette fois encore c'est l'Allemagne qui refuse de faire transiter les marchandises à destination du Luxembourg. «Deutschland hat in neutralen Ländern Verkäufe abgeschlossen, die nicht eingehalten werden, weil andere, Neutrale und sonstige kommen und durch Anbieten höherer Preise erreichen, dass die gekauften Waren nicht geliefert werden. Indem wir nun den Transit für durch andere angekauften Waren verweigern, erzwingen wir die Auslieferung der von uns in diesen Ländern angekauften Waren. Auch verhindern wir dadurch die uns schädigende Preistreiberei durch Ausschalten der Konkurrenz.»³ L'Allemagne entend ainsi obliger le gouvernement luxembourgeois de passer dorénavant directement par son service d'achat (ZEG Zentraleinkaufsstelle) en vue du ravitaillement du Grand-Duché.

Plusieurs autres tentatives faites auprès des pays neutres pour assurer l'approvisionnement de la population civile se heurtent la plupart du temps à des refus de transit. Lorsqu'au printemps de 1916 une nouvelle démarche est entreprise auprès du comité hispano-américain, dont le but est de distribuer des vivres aux communes occupées de la Belgique et de la France et dont le Luxembourg espère également tirer profit, le gouvernement luxembourgeois subit un nouvel échec devant la réticence des autorités anglaises. Celles-ci argumentent que le Luxembourg fait partie du « Zollverein »⁴ et comme il est occupé par les troupes allemandes, « c'est donc à l'Allemagne qu'il

appartient de le ravitailler, d'autant plus que le contrôle du gouvernement grand-ducal n'est pas assez efficace... pour empêcher les troupes impériales de s'appropriier tout ou partie des vivres. »⁵

Devant l'impossibilité de s'approvisionner librement auprès des pays neutres et confronté à une pénurie alimentaire qui ne cesse de s'amplifier au cours de l'année 1916, le gouvernement luxembourgeois se décide finalement à signer le 3 novembre 1916 un accord avec l'Allemagne qui correspond en fait à une véritable capitulation et va faire dépendre notre pays du bon vouloir des autorités allemandes.

L'accord germano-luxembourgeois

«Um Preistreibereien auf dem neutralen Markte durch luxemburgische Ankäufe zu verhindern, erklärt sich die luxemburgische Regierung bereit, Ankäufe von in Deutschland zentralisierten Lebensmittel im neutralen Ausland für die luxemburgische Regierung den deutschen Einkaufsorganisationen zu überlassen... Die luxemburgische Regierung verzichtet ferner auf weitere Belieferung mit Butter aus dem neutralen Ausland... Die deutsche Regierung wird bei der holländischen Regierung darauf hinwirken dass Holland alle Produkte in gleicher Weise wie nach Belgien auch nach Luxemburg ausführt.»⁶

Malgré cet accord, la question du ravitaillement est loin d'être résolue, car le Grand-Duché ne peut fixer lui-même les quantités à acheter auprès des pays neutres et ne peut profiter des achats allemands que



Photo Th. Wirol © Photothèque de la Ville de Luxembourg

En attente d'oeufs et de saindoux devant le Centre municipal de denrées alimentaires coin rue Notre-Dame / rue Philippe II.

Rue de la Reine:
distribution de café-ersatz
à base de malt ou de
céréales.



Photo Th. Wirol © Photothèque de la Ville de Luxembourg

dans la proportion de ses habitants. A plusieurs reprises le gouvernement luxembourgeois intervient auprès des autorités allemandes pour obtenir les livraisons de céréales que la ZEG lui a promises, mais qui, en décembre 1916, n'ont toujours pas été livrées. En contre-partie, le gouvernement allemand exige des restrictions dans le domaine de la législation sociale, notamment la réduction du nombre de journées

magne souffre elle-même d'un déficit important, le Grand-Duché s'adresse une nouvelle fois directement aux autorités néerlandaises afin d'obtenir par leur intermédiaire une livraison de pommes de terre en dehors du contingent destiné à l'Allemagne. Nouvel échec dû à l'opposition de l'Allemagne qui ne peut accepter que le Grand-Duché puisse être ravitaillé par un pays neutre alors qu'elle-même manque cruellement de certaines denrées.

Confronté au refus de l'Allemagne d'augmenter la quote-part destinée au Grand-Duché et à l'intransigeance de la Grande-Bretagne, le gouvernement grand-ducal doit prendre des mesures sévères en vue d'assurer tant bien que mal le ravitaillement de la population civile.

Les mesures gouvernementales en matière de ravitaillement et leur non-respect

Les mesures les plus spectaculaires concernent la confiscation d'une partie des récoltes par l'Etat, la fixation de prix maxima pour les produits de première nécessité, le rationnement de vivres grâce à l'introduction de cartes à pain et de viande et l'interdiction de les exporter. La plupart de ces mesures sont appliquées grâce

de repos hebdomadaire et celle concernant la durée des pauses journalières dans l'industrie⁷. Le gouvernement luxembourgeois juge ces demandes d'autant plus intolérables qu'il a bien du mal à contenir l'agitation sociale provoquée par la disette.

Une dernière tentative lancée en janvier 1917 auprès des autorités anglaises en vue du ravitaillement par le comité hispano-américain se solde par un nouvel échec, les autorités allemandes ayant refusé de garantir que les vivres produits au Luxembourg ainsi que les livraisons destinées au Luxembourg ne soient confisquées par les troupes d'occupation. Alors qu'en avril 1917 la « Reichskartoffelstelle » refuse la livraison de 30000 quintaux de pommes de terre au Grand-Duché⁸, sous prétexte que l'Alle-

à la « Staatliche Einkaufs- und Verteilungszentrale » créée en avril 1915⁹. Malgré des peines sévères prévues en cas de non-respect, le gouvernement n'a guère de possibilités pour faire appliquer efficacement ces mesures, vu le manque d'agents chargés de les faire respecter et l'absence de coopération des troupes d'occupation.

En effet les militaires allemands consomment non seulement une bonne part des provisions disponibles, mais encore parcourent-ils continuellement la campagne achetant toutes sortes d'aliments pour les expédier ensuite vers l'Allemagne¹⁰. Le colonel Tessmar, commandant des troupes allemandes, interdit certes les achats illégaux et autorise les gendarmes luxembourgeois à contrôler, sous certaines réserves, les bagages des militaires ➤

allemands. Mais comme ces fouilles ne peuvent être effectuées aux frontières qu'en présence d'un officier allemand¹¹ et que souvent les responsables allemands refusent de contrôler les bagages de leurs compatriotes, ces mesures demeurent inefficaces. De sorte que les exportations clandestines vers l'Allemagne continuent de se faire tout au long de la guerre à la barbe et au nez des agents luxembourgeois chargés de les contrôler. Beaucoup de commerçants et paysans luxembourgeois sont d'ailleurs complices de ce marché noir, l'appât du gain résultant de ce commerce lucratif étant par trop attractif.

« Der Ankauf von Speck, Butter, Eiern und Erbsen durch deutsche Landsturmlaute erstreckt sich über alle Teile des Landes... Für den inländischen Produzenten ist die Versuchung groß: Doppelt hohe Preise, Abnahme im Hause selbst und unauffälliges Verschwinden der Waren über die Grenze... So kommt es, dass die offiziellen Buttersammelstellen leer bleiben und die geheimen desto besser und schneller versorgt werden. »¹²

La pénurie alimentaire et son impact sur la population civile

La pénurie alimentaire dont souffre la population civile tout au long de la guerre a des conséquences directes sur les habitudes de consommation des Luxembourgeois : Au fur et à mesure que les stocks de vivres diminuent et que les prix augmentent, les rations alimentaires diminuent¹³ alors que de plus en plus de produits de substitution apparaissent sur le marché qui font l'objet de nombreuses plaintes. « Die heute von Ihnen uns gelieferten Bohnen... können wir unmöglich annehmen. Das sind überhaupt keine Bohnen, sondern Kehrlicht von irgend einem Speicher. »¹⁴

L'institut des sages-femmes du Pfaffenthal se plaint également de la qualité du pain livré par leur boulanger. « Wir beziehen unser Brot von dem Bäcker Peppinger Johann... und stellten fest dass das uns gelieferte Brot sich in letzter Zeit erheblich verschlechterte. Heute stellte ich den Bäckerjungen zur Rede, welcher mir antwortete, selbst geholfen zu haben, in der Backstube des H. Peppinger das Mehl, das zum Backen bestimmt war, mit einem Teil gemahlenen Kartoffeln, zu mischen. »¹⁵

Des produits alimentaires, tels la pomme de terre, qui avant la guerre, sont considérés comme « symbole de paupérisme »¹⁶, sont hors de prix en 1916 et remplacées de plus en plus souvent par des choux-navets, beaucoup moins appréciés.

Par ailleurs, pour protéger les récoltes contre les vols qui ne cessent d'augmenter, les habitants créent des milices chargées de surveiller les potagers et les maisons¹⁷.

A la Chambre des Députés le projet de loi portant fixation des prix maxima des objets de première nécessité (novembre 1914) suscite de nombreuses interventions, notamment celle du député Jean Schortgen qui élève sa voix contre les prix exorbitants de certains produits alimentaires et contre les commerçants qui en tirent profit¹⁸. Le député Michel Welter reproche à Paul Eyschen, Ministre d'Etat, son inertie et son irresponsabilité. Il dénonce son électoralisme qui viserait à protéger les intérêts des agriculteurs en leur permettant de s'enrichir sur le dos de la population¹⁹. D'après lui le gouvernement devrait prendre des mesures pour interdire l'exportation de produits agricoles, notamment les pommes de terre, le lait et le beurre²⁰.

En février 1915 la ration hebdomadaire de pain par habitant est de 2 kilogrammes, chaque habitant disposant de cartes de pain (*Brotkarte*) qu'il doit présenter au boulanger pour obtenir sa ration²¹. Alors qu'au début de la guerre le pain blanc, fabriqué à base d'un mélange de farine de froment et de seigle, est toujours disponible dans les boulangeries, la situation change au fur et à mesure que la guerre se prolonge. Le pain bis (*Kriegsbrot*), fabriqué au moyen d'un mélange de farine de seigle et de pommes de terre, devient ensuite le pain de substitution le plus courant.

Tout au long de la guerre des manifestations, sous l'égide d'associations de consommateurs nouvellement créées, sont organisées à Luxembourg et dans le bassin minier contre la vie chère, les plus touchés étant sans aucun doute les ouvriers du bassin minier. Ce n'est donc pas un hasard qu'en septembre 1916 le premier syndicat luxembourgeois, le « Luxemburger Berg-und Hüttenarbeiter-Verband » est fondé à Esch/Alzette et que les ouvriers tentent, par un mouvement de grève en juin 1917, de faire plier le patronat en vue d'obtenir des augmentations de salaires ainsi que des améliorations de leurs conditions de travail. Peine perdue, car l'armée allemande ne peut tolérer des troubles alors que la guerre bat son plein et que la sidérurgie luxembourgeoise travaille à plein pour l'effort de guerre allemand.

Face à la raréfaction des denrées, les classes populaires tentent, avec leurs maigres ressources, de s'approvisionner au



Carte postale contre les commerçants profitant de la rareté des denrées pour demander des prix exagérés.



Photo: Chr. Griesser © Photothèque de la Ville de Luxembourg

marché noir. « Nicht ausreichende Brotnahrung, Kartoffelmangel, kein Fett, keine Eier, Butter und Milch nur in ungenügendem Maße erhältlich, das ist die Signatur der uns durch das Schicksal bereiteten Lage (...). Vor Hunger angetrieben, scharen sich die Notleidenden zusammen und verlangen Lebensmittel. Arbeiter und Arbeiterfrauen füllen in den letzten Tagen die Züge welche in das Ösling führen und kehren des Abends wieder nach Hause mit den geringen Mengen von Kartoffeln zurück. Wenn die Brotration gekürzt werden müsste, wären Unruhen im Lande zu gewärtigen. »²²

Contrairement à la Seconde Guerre mondiale, la question du ravitaillement a constitué un enjeu majeur au cours de la Première Guerre mondiale, la préoccupation première de la population civile étant la quête de vivres pour atténuer la faim. Même si on ne peut pas parler de véritable famine, le manque de vivres a fait souffrir, tout au long de cette guerre, la population civile et provoqué une augmentation significative de la mortalité, due en grande partie au manque de nourriture équilibrée et nourrissante.²³ ♦

Sources:

Archives nationales Luxembourg (AnLux)
Fonds Affaires Etrangères (AE): AE 00513, 00521, 00526, 00528, 00535
Archives Ville de Luxembourg (AVL)
Dossiers: LV 11-IV/2:1296; HO 11.1 IV: 0373; RO 02.1:5
Documentation photographique
AnLux: AE 00535 Höchstpreise...
Brotbuch: in: catalogue „Letzebuerg am däitschen Zollveräin“ (AnLux p. 44, ill.1b)
Photothèque VdL: 1916/1/1391
Volksmanifestation 2/1/1916 (Photo Griesser)
1916/3/1458 Eier und Schmalz Kriegsjahr 1916 (Photo Th. Wirol)
1916/3/1476 Kaiser's Kaffee-Geschäft
1916 (Photo Th. Wirol)
Archives Ville de Luxembourg: Brotkarte

Sources bibliographiques

Fayot Ben: A l'ombre de la Grande Guerre, fin et début d'un monde politique; in: Guerre(s) au Luxembourg 1914/1918 (2014)
Hoffmann Serge: Les difficultés de ravitaillement du Grand-Duché pendant la première guerre mondiale; in: « Galerie » 3 (1985) N° 1
Roemer Charles: Unser täglich Brot; in: Guerre(s) au Luxembourg 1914/1918 (2014)
Welter Michel/ Goetzinger Germaine: La Grande Guerre au Luxembourg. Le journal de Michel Welter; Edition annotée et commentée par G. Goetzinger (CNL 2015)

Journaux

Luxemburger Wort 3/2/1915; 10/7/1917; 7/5/1918
Tageblatt 30/1/1917; 21/7/1917; 24/4/1918

Footnotes:

¹ Voir S. Hoffmann: Les difficultés de ravitaillement du Grand-Duché pendant la première guerre mondiale; in: « Galerie »

3(1985) No 1, p. 25

² AnLux, AE 513, p.65 Lettre du 19 février 1915 de M. Eyschen, Ministre d'Etat

³ AnLux, AE 535, p. 45-46,

⁴ Union économique entre plusieurs « Länder » allemands, créée en 1833 et à laquelle le Grand-Duché adhère en 1842

⁵ AnLux, AE 513, p.69 Lettre adressée par le comte d'Ansembourg, chargé d'Affaires à Bruxelles, à M. Thorn, ministre des Affaires Etrangères (27 septembre 1916)

⁶ AnLux, AE 513, p.5

⁷ AnLux, AE 521, p. 25 voir aussi: Charles Roemer « Unser täglich Brot » in: Guerre(s) au Luxembourg 1914/1918 (2014) p. 119

⁸ S. Hoffmann, ibidem p. 33

⁹ Ch. Roemer: Unser täglich Brot, p. 116-117

¹⁰ S. Hoffmann, ibidem p. 34

¹¹ AnLux, AE 528, p.61

¹² AnLux, AE 526, p. 225

¹³ Ch. Roemer, ibidem p. 119

¹⁴ Archives Ville de Luxembourg (AVL) LV 11-IV/2:1296 Lettre adressée le 28 juillet 1915 par l'administration communale de Luxembourg à M. Hermann d'Esch/Alzette

¹⁵ AVL LV 11-IV/2:1296 Rapport adressé le 14 septembre 1916 par l'agent Thill au commissaire de police de Luxembourg

¹⁶ Ch. Roemer, ibidem p. 119

¹⁷ Ceci est notamment le cas à Bonnevoie, voir LW 10/7/1917 et Tageblatt 21/7/1917

¹⁸ Ben Fayot: A l'ombre de la Grande Guerre, fin et début d'un monde politique, in: Guerre(s) au Luxembourg, p. 61

¹⁹ La Grande Guerre au Luxembourg. Le journal de Michel Welter, p. 18 (Edition annotée et commentée par G. Goetzinger) CNL 2015

²⁰ Ibidem, p. 134 et 459

²¹ Ibidem, p. 297

²² AnLux, AE 521, p.11 Lettre adressée le 28 décembre 1916 par le Ministre d'Etat V. Thorn à M. Arendt, chargé d'affaires à Berlin

²³ Ch. Roemer, ibidem p. 123